INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 17 mars 2022**

* Les marchés actions européens ont finalement clôturé en ordre dispersé à l'issue d'une séance volatile. Le CAC 40 a gagné 0,36% à 6 612,52 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a abandonné 0,35% à 3 876,1 points. Incertain à l'ouverture, Wall Street semble prendre le chemin de la hausse. Vers 17h35, le Dow Jones progresse de 0,4% et le Nasdaq, de 0,3%.
* Les investisseurs ont pris acte du début de la normalisation de la politique monétaire de la Fed. Comme prévu, son président, Jerome Powell a relevé hier soir d'un quart de point son principal taux d'intérêt. En revanche, son discours, un peu plus " faucon " a surpris certains observateurs qui redoutent que la détermination de la banque centrale ne fragilise la reprise.
* Confiant dans les perspectives de croissance de l'économie américaine et dans un impact limité de la crise ukrainienne, Jerome Powell entend en effet ramener mener l'inflation dès 2023 à 2,3 %. Pour atteindre cet objectif, il prévoit de relever ses taux directeurs jusqu'à 1,9 % d'ici décembre au lieu de 0,9 % envisagé il y a trois mois, soit quatre hausses de taux d'un quart de point supplémentaires qui portent à sept le nombre total de hausses cette année.
* Sur le front ukrainien, la spéculation concernant une éventuelle trêve entre les belligérants, l'un des moteurs de la hausse d'hier, s'est dissipée, sans pour autant provoquer un net repli des actions.
* Morgan Stanley a mis à jour ses projections sur le marché de l'or noir à la lumière des derniers évènements géopolitique. La banque américaine prévoit un baril de Brent à 120 dollars au troisième trimestre contre 100 dollars précédemment. Il devrait ensuite retomber à 110 dollars au quatrième trimestre et à 100 dollars au deuxième trimestre 2021, à comparer avec respectivement 100 dollars et 95 dollars auparavant. Elle a réduit sa prévision de production en Russie d'1 million de barils par jour (mb/j).

Rappelant les difficultés de Moscou à écouler son brut du fait des sanctions, Morgan Stanley s'attend à ce qu'il trouve preneur avec une décote de 30 dollars par baril.

La modération des prévisions du consensus sur le PIB, le poids déjà élevé des "combustibles fossiles" sur l'économie mondiale et la recrudescence des cas de Covid et les confinement en Chine l'ont incité à revoir à la baisse ses prévisions de croissance de la demande de pétrole pour 2022. Il estime désormais que la demande augmentera de 3,4 mb/j, contre 4,0 mb/j auparavant.

* Bien orientée dans la matinée, la livre britannique a brusquement basculé dans le rouge à la mi-journée, suite à la réunion de la Banque d’Angleterre (BoE). Comme attendu, l’institution a relevé son principal taux directeur de 25 points de base à 0,75%, afin d’endiguer une inflation qui est au plus haut depuis 30 ans (5,5% en janvier). S’il s’agit du troisième tour de vis d’affilée, la BoE s'est montrée plus prudente pour la suite, en raison de la guerre en Ukraine. En fin d’après-midi, la livre sterling recule de 0,62% à 1,1840 euro.
* Le taux d’inflation annuel de la zone euro s’est établi à 5,9% en février 2022 (chiffre révisé de 5,8%), contre 5,1% en janvier. Il s’agit d’un plus haut historique. Un an auparavant, l’inflation n’était que de 0,9%. Tels sont les chiffres dévoilés aujourd’hui par Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Les plus fortes contributions au taux d'inflation annuel de la zone euro en février 2022 proviennent de l'énergie (+3,12 points de pourcentage, pp), suivie des services (+1,04 pp), de l'alimentation, alcool & tabac (+0,90 pp) et des biens industriels hors énergie (+0,81 pp).
* La production industrielle américaine a progressé de 0,5% en février en rythme mensuel, parfaitement conforme aux attentes. Elle avait crû de 1,4% (révisé de +1,5%) en janvier.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs considérées comme défensives se sont distinguées. Veolia a gagné 2,8% après des résultats 2021 solides et des prévisions encourageantes. Engie a progressé de 2,6% et Pernod Ricard, de 2,6%.
* A contrario, les cycliques ont souffert. Renault a chuté de 5,5%, pénalisé par Exane BNP Paribas, qui a dégradé son opinion Neutre sur le titre et abaissé son objectif de cours 53 à 28 euros.
* En hausse de 2,2% à 29,85 euros, Veolia signe la plus forte progression du CAC 40 après la publication de résultats annuels meilleurs que prévu et de perspectives encourageantes. Le numéro un mondial des services à l'environnement, qui a acquis Suez il y a deux mois, a réalisé en 2021 un Ebitda de 4,2 milliards d'euros, en hausse de 16% à change constant, faisant ressortir une marge de 14,9% contre 14% un an plus tôt. "Veolia a battu le consensus grâce à une activité robuste en Europe, des gains d'efficacité et la hausse des prix des matières recyclées", observe ce matin Jefferies.

Le chiffre d'affaires a atteint 28,508 milliards, en croissance de 9,6% à change constant.

En termes de perspectives, Veolia a rassuré sur un thème qui suscite l'inquiétude des investisseurs depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le groupe est très faiblement exposé à l'Ukraine et à la Russie avec un chiffre d'affaires d'environ 120 millions d'euros (soit 0,3% du chiffre d'affaires) et 130 millions d'euros de capitaux employés (soit moins de 0,5% des capitaux employés de l'ensemble Veolia-Suez).

Pour 2022, la société table sur une solide croissance organique du chiffre d'affaires et sur une croissance organique de l'Ebitda entre +4% et +6%.

Fort des 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires supplémentaires de Suez, elle vise un résultat net courant part du groupe autour de 1,1 milliard d'euros, en hausse de plus de 20%. Il est ressorti à 896 millions en 2021.

* Atos (+ 3,96% à 28,07 euros) figure parmi les principales progressions de l'indice SBF120 à la faveur d'une information de BFM Business selon laquelle Airbus s'intéresserait à sa division cybersécurité. Selon plusieurs sources, le groupe "a étudié le dossier" ces dernières semaines car sa direction a "des ambitions dans le digital" ajoute l’une d’elles, explique le média. Pour autant, Invest Securities explique que " cette information n'est pas une nouveauté et ne traduit pas d'offre imminente à venir ".

Le constructeur aéronautique ne se lancera pas dans une acquisition d'Atos car il n'est pas intéressé par l'activité historique de services informatiques, actuellement en difficulté.

Selon Invest Securities, la "seule information intéressante à retenir de cet article, la confidence d'un proche d'Atos pour lequel " C'est une bonne idée qu'Airbus s'intéresse à nous ", ce qui laisse à penser qu'Airbus serait privilégié à Thales.

* Seymour Whyte, filiale australienne de VINCI Construction, a remporté deux nouveaux contrats dans le pays. Ainsi, à Sydney, la société va réaliser, en groupement avec BMD, les travaux de l'enceinte " côté ville " du futur aéroport Western Sydney International - Nancy-Bird Walton. Doté d'une capacité d'accueil de 10 millions de passagers par an, celui-ci doit ouvrir en 2026.

Ces travaux, d'un montant d'environ 380 millions de dollars australiens (243 millions d'euros), comprennent l'intégration de la future autoroute M12 - qui reliera l'aéroport au réseau autoroutier de Sydney - ainsi que la réalisation des deux stations de métro de l'aéroport. Il s'y ajoute la construction de routes, de ponts, de raccordements aux réseaux, de bâtiments opérationnels, d'aménagements paysagers et de parkings équipés de stations de recharge électrique.

À Melbourne, Seymour Whyte a été sélectionné par Major Road Projects Victoria (MRPV) - l'autorité publique des transports de l'État de Victoria - pour la rénovation de l'axe Healesville-Koo Wee Rup Road à l'est de la ville.

Ce projet, d'un montant de 148 millions de dollars australiens (95 millions d'euros), recouvre le doublement des voies existantes sur 5 km, la construction de deux ponts, ainsi que la réalisation d'une nouvelle voie mixte de 5,5 km dédiée aux piétons et aux cyclistes. Il permettra de réduire les temps de trajets et d'améliorer la fluidité du trafic et la sécurité des usagers de cet axe emprunté quotidiennement par plus de 15 000 véhicules. Les travaux dureront deux ans et demi.

L'impact environnemental du projet sera minimisé grâce à l'utilisation d'enrobés recyclés à hauteur de 30 %, de plastique recyclé en remplacement de treillis métallique dans certains bétons et la construction de 23 passages à faune. Plusieurs autres actions de protection de la faune et la flore seront également mises en place.

Pour ces deux projets, Seymour Whyte vise l'obtention du label environnemental " Excellent " décerné par l'Infrastructure Sustainability Council.

* Sur une place parisienne proche de la ligne de flottaison, ADP progresse de 2,38% à 126,75 euros l’action. Si l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions internationales prononcées à l'égard de la Russie ont fortement perturbé le trafic aérien à destination ou en provenance de ces pays, le groupe aéroportuaire a délivré un message rassurant. Les conséquences du conflit entre l’Ukraine et la Russie ne sont pas nature à remettre en question ses hypothèses de trafic à ce stade.

Le mois dernier, à l'occasion de la publication de ses résultats 2021, ADP avait dit tabler pour 2022 sur un trafic groupe entre 70 % et 80 % du niveau de 2019 et celui de Paris Aéroport entre 65 % et 75 % du niveau de 2019.

En 2019, le trafic avec l'Ukraine et la Russie représentait 1,4 % du trafic total de Paris Aéroport, ainsi que 17,1 % du trafic total de TAV Airports, soit 27,9 % du trafic international de TAV Airports.

Ces annonces ont été réalisées à l'occasion de la publication du trafic de février 2022. Des chiffres en net rebond par rapport à février 2021.

Ainsi, le trafic total du groupe ADP est en hausse de 6,6 millions de passagers en février 2022 sur un an, avec 14,7 millions de passagers accueillis dans l'ensemble du réseau d'aéroports gérés. Il représente 62,5% du niveau du trafic groupe du mois de février 2019 (pré-crise).

Pour Paris Aéroport seul, le trafic est en hausse de 3,3 millions de passagers sur un an, avec 4,5 millions de passagers accueillis. Il représente 62,3 % du trafic de Paris Aéroport du mois de février 2019.

* Netflix va tester au Chili, au Costa Rica et au Pérou un nouveau dispositif visant à lutter contre le partage des mots de passe. Les abonnés devront en effet s'acquitter d'une somme supplémentaire (l'équivalent de 3 dollars au Chili et au Costa Rica et de 2,12 dollars au Pérou), pour ajouter deux profils supplémentaires à leur compte.

**ANALYSES**

* Publier des prévisions économiques aujourd'hui relèverait plutôt de l'art divinatoire. L'économie mondiale qui se relevait difficilement de deux années de crise pandémique du Covid-19 - pour autant qu'elle soit jugulée - est à nouveau frappée par l'invasion russe de l'Ukraine. Mercredi, le Fonds monétaire international (FMI) avait déjà averti que ce conflit ralentirait la croissance de l’activité et provoquerait une hausse de l’inflation. Leur précédente prévision d'une croissance mondiale de 4,4 % cette année est à oublier et le Fonds s'apprête à corriger à la baisse ce chiffre lors de ses assemblées de printemps, à la mi-avril. Mathilde Lemoine, cheffe économiste d'Edmond de Rothschild, anticipe, quant à elle, une baisse du PIB mondial limité à 0,7 point à 3,9 % cette année si le conflit ne s'internationalise pas.

Jeudi, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) s'est efforcée aussi d'évaluer les première conséquences chiffrées de ce conflit tout en se montrant prudente. « Nous ne sommes pas en mesure de présenter des prévisions globales en raison du caractère évolutif de la situation » a précisé son secrétaire général, Mathias Cormann.

« Nous ne savons pas encore comment cela se déroulera pleinement, mais nous savons que cela nuira à la reprise mondiale et poussera l'inflation encore plus haut », a indiqué Laurence Boone, l'économiste en chef de l'organisation. Selon les informations actuelles disponibles, l'Organisation évalue à plus d'un point de pourcentage la perte de PIB mondial cette année. Ce qui ramènerait la croissance à 3,5 %.

C'est la zone euro qui sera la plus touchée avec une perte de 1,4 point tandis qu'aux Etats-Unis, le recul serait limité à 0,9 point. Premier à actualiser ses prévisions depuis l'invasion russe de l'Ukraine, l'institut économique allemand IfW a indiqué le même jour qu'il ne tablait plus que sur une croissance du PIB de l'Allemagne de 2,1 % contre 4 % auparavant. La veille, l'Insee avait souligné que la guerre en Ukraine risquait d'amputer la croissance française d'un point.

L'inflation, quant à elle, est appelée à progresser. Pour l'OCDE, elle devrait quasiment s'accroître de 2,5 % sur l'année du fait de l'explosion des prix des matières premières dont la Russie et l'Ukraine sont grandes pourvoyeuses. Dans la zone euro, ce surcroît d'inflation est chiffré à 2,4 % tandis que les Etats-Unis s'en sortent un peu mieux (+1,5 %). « Si les prix du gaz sont multipliés par deux, cela se traduira par un point de pourcentage d'inflation supplémentaire et un demi-point de croissance en moins », a précisé Laurence Bonne, l'économiste en chef de l'Organisation lors d'un point presse.

Il ne fait aucun doute que la croissance mondiale sera sévèrement secouée, surtout si le conflit perdure et les chiffres annoncés ce jour risquent d'être caducs dans les prochaines semaines. L'inflation des prix alimentaires provoquée par l'envolée des cours du blé (+ 90 %), du maïs (plus de 40 %), deux céréales où l'Ukraine et la Russie ont un poids important dans les exportations mondiales, inquiète au plus haut point. Les pays en développement sont les plus exposés.

Selon le FMI, l'insécurité alimentaire risque de s'aggraver dans certaines régions d'Afrique et du Moyen-Orient, où des pays comme l'Egypte importent 80 % de leur blé de Russie et d'Ukraine. Un arrêt complet des exportations de blé des deux pays entraînerait « un risque accru de crises économiques dans certains pays mais également des désastres humanitaires avec une forte augmentation de la pauvreté et de la faim », prévient l'institution.

De même, l'explosion des coûts de l'énergie (pétrole, gaz, charbon) aura un impact considérable sur le budget des ménages. Dans un tel contexte, les gouvernements vont devoir prendre des mesures de soutien. « Un soutien budgétaire bien conçu et soigneusement ciblé pourrait réduire l'impact négatif sur la croissance avec seulement une légère impulsion supplémentaire de l'inflation », préconise l'Organisation. Une aide pour le revenu des ménages les moins aisés est privilégiée.

Le secrétaire général, Mathias Cormann, a même émis l'idée de taxer les surprofits des entreprises générés par « l'effet d'aubaine » de l'explosion des cours de ces matières premières. Les aides aux secteurs les plus affectés par cette flambée des prix pourraient être ainsi financées par « l'imposition des gains exceptionnels dans certains pays ». Cette mesure serait de « court terme » a-t-il pris soin de préciser. Une idée originale pour le moins hétérodoxe.

**L’AGENDA DU 18 mars 2022**

**8h45 en France**

Créations d'entreprises

**11h00 en zone euro**

Balance commerciale en janvier

**15h00 aux Etats-Unis**

Ventes de logements anciens en février